

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°81 – Semaine du 23 Septembre 2024

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

La capacité de financement des Etats de la zone nordique en % du PIB en 2023
était de :

4,5%

En comparaison, pour l'ensemble des Etats membres de l'UE, le besoin de
financement s'élève à 3,5% du PIB.

Selon l'OCDE, la capacité de financement correspond au montant net dont une économie dispose
pour financer d'autres secteurs. La capacité nette de financement peut être calculée comme
l'épargne plus les recettes nettes des transferts en capital moins les achats nets d'actifs non
financiers.

Source: [Nordic Statistics database](#)

Pays nordiques

La Suède et la Finlande réaffirment leurs liens lors d'une réunion de leurs gouvernements.

Le 16 septembre, le Premier ministre Petteri Orpo et plusieurs membres du gouvernement finlandais se sont rendus à Stockholm, une première depuis 2009. Les deux pays ont réaffirmé leurs priorités communes dans une déclaration conjointe, notamment sur le soutien à l'Ukraine, la collaboration militaire au sein de l'OTAN et la mobilité des travailleurs. La coopération nordique, via le projet Nordic Vision 2030, reste également une priorité afin de faire de la région un modèle de soutenabilité et d'intégration.

Trois portefeuilles pour les pays nordiques dans le projet de composition de la nouvelle commission européenne.

Sous réserve des auditions à venir des futurs Commissaires devant le Parlement européen, Ursula Van der Leyen a proposé le poste consacré à la souveraineté technologique, aux technologies de pointe et à la sécurité à la Finlandaise Henna Virkkunen (conservatrice, PPE), laquelle aura le titre de Vice-présidente exécutive. La Suédoise Jessika Roswall (PPE) superviserait l'environnement, la gestion de l'eau et l'économie circulaire. Le Danois Dan Jorgensen (S&D) serait quant à lui chargé du portefeuille de l'énergie et du logement.

Danemark

La production industrielle au Danemark a enregistré une hausse significative de +7,3% en juillet, atteignant une augmentation de +18 % en glissement annuel. Ce niveau record souligne une production industrielle performante, tirée non seulement par l'industrie pharmaceutique, mais également par le secteur des machines et des industries du meuble, des jouets et des équipements médicaux. Si l'on exclut la contribution de l'industrie pharmaceutique, la production de l'industrie a augmenté de +5,5% de juin à juillet. Malgré certaines contraintes liées à la faiblesse de la demande (35% des entreprises déclarent être affectées par ce facteur), ces bons résultats suggèrent, selon l'économiste en chef de Danske Bank, Las Olsen, « *des perspectives économiques solides pour la croissance du T3 2024* ».

La Banque centrale du Danemark (Danmarks Nationalbank) baisse ses taux directeurs. La baisse de 0,25 point de pourcentage du taux d'intérêt des comptes courants, du taux des certificats de dépôt, de celui de prêt et de celui d'escompte est entrée en vigueur le 13 septembre. Elle reflète la baisse des taux directeurs annoncée par la Banque centrale européenne (BCE).

Le Danemark se classe au premier rang en matière d'adoption des véhicules électriques en Europe. Selon l'indice 2024 EV de HERE Technologies et SBD Automotive, le pays arrive en tête, avec un score de 76,7 points, dépassant la Norvège (73,3) et le Luxembourg (70,8). Cette progression significative, par rapport à sa sixième place de l'année dernière, est attribuée au soutien gouvernemental accordé pour encourager le passage à la voiture électrique, y compris les déductions fiscales. L'indice évalue les pays sur la base de quatre critères : la densité des points de recharge, la performance des stations de

recharge publiques, la proportion de véhicules électriques dans le parc total et le rapport entre le nombre de véhicules électriques et le nombre de stations de recharge.

DSV a conclu un accord de rachat de son concurrent allemand DB Schenker pour 107 Mds DKK (14,3 Mds€). Cette acquisition, décrite comme la deuxième plus importante au Danemark, fera de DSV la plus grande entreprise de transport et de logistique au monde. DB Schenker, qui appartient à la Deutsche Bahn, a généré un chiffre d'affaires de 143 Mds DKK (19,2 Mds€) en 2023 et compte près de 73 000 employés. À titre de comparaison, DSV a réalisé un chiffre d'affaires de 151 Mds DKK (20,2 Mds€). L'acquisition, qui doit encore être approuvée par le conseil d'administration de la Deutsche Bahn et par le ministère allemand des Transports, devrait être finalisée au cours du deuxième trimestre 2025.

Vestas a obtenu sa première commande d'éoliennes en mer aux États-Unis. La société devrait fournir 54 turbines au parc éolien Empire 1, qui sera situé au large de la côte de New York. La commande de la compagnie Equinor comprend la fourniture, la livraison et la mise en service des turbines, ainsi que l'entretien des turbines pendant les cinq premières années. Celles-ci devraient être livrées en 2026 et 2027, et le projet devrait être le premier parc éolien en mer des États-Unis à se connecter directement au réseau électrique de la ville de New York. Cette commande, qui totalise 810 MW, est la plus importante de l'année pour Vestas.

Finlande

La Banque de Finlande maintient sa prévision de croissance du PIB pour 2024 à -0,5 %.

La Finlande a connu une croissance modérée au premier semestre 2024 (+0,3 % au 1^{er} trimestre, +0,1 % au 2^e trimestre). La demande intérieure reste déprimée, avec des niveaux faibles de consommation et d'investissement privé. L'inflation devrait diminuer à 1,1 % (contre 4,3 % en 2023). Le taux de chômage pourrait augmenter à 8,3 % (+1,1 pp). La Banque de Finlande prévoit une reprise modérée en 2025 (+1,1 %), qui s'accélérerait en 2026 (+1,8 %), soutenue par la baisse des taux d'intérêt et une amélioration de l'emploi.

La Finlande est 5^e contributrice nette au budget de l'UE en 2023, en proportion du PIB.

La contribution nette de la Finlande représente 0,3 % de son PIB, soit 840 M€ (+40 M€ par rapport à 2022), ce qui équivaut à 150 € par habitant. Les recettes de la Finlande en provenance du budget de l'UE s'élèvent à 1,5 Md€ (-260 M€), dont 180 M€ accordés au titre du plan de relance, et les contributions de la Finlande au budget de l'UE s'élèvent à 2,2 Md€ (-110 M€).

Soutien au financement de la transition climatique.

Le ministère de l'Economie a ouvert une consultation sur un projet qui vise à mettre en place un crédit d'impôt de 20% et capé à 150 M€ pour les projets d'investissements industriels bas carbone de grande taille (supérieur à 50 M€). La mesure, préparée sur la base du cadre temporaire pour les aides d'Etat adopté par la Commission européenne en mars 2023, entrerait en vigueur après approbation de la Commission. Les projets seront sélectionnés au plus tard fin 2025, et les crédits d'impôt accordés à partir de 2028.

Le gouvernement envisage de libéraliser la vente des vins contenant jusqu'à 15 % d'alcool.

Le 10 septembre, le ministère des Affaires sociales et de la Santé et le ministère de

l'Economie et de l'Emploi ont nommé un rapporteur pour étudier la possibilité de mettre fin au monopole d'Etat d'Alko pour la vente de ces vins. Depuis juin 2024, la vente des boissons alcoolisées jusqu'à 8 % est autorisée dans les supermarchés et superettes (contre 5,5 % jusqu'alors et 4 % jusqu'en 2018). Selon un sondage mené par Verian entre le 11 et le 13 septembre, 55 % des répondants sont favorables à la proposition, et 37 % s'y opposent.

Vinci construira un hôtel de luxe dans l'archipel finlandais.

La société Kultaranta Resort a annoncé le 5 septembre sa collaboration avec Vinci pour la construction d'un établissement de 175 chambres sur l'île de Luonnonmaa, dans la municipalité de Naantali. Le coût du projet est estimé entre 70 et 90 M€, et l'ouverture de l'hôtel est prévue pour 2028. Le 9 septembre, le conseil municipal de Naantali a approuvé la modification de son plan d'urbanisme pour autoriser le projet.

Le fabricant d'équipements industriels Valmet pourrait supprimer 200 emplois.

Valmet a entamé des négociations en vue de restructurer sa branche papetière, qui emploie 1 300 employés concernées en Finlande. Les mesures de réduction des coûts déjà prises cette année se sont révélées insuffisantes face à la situation du marché. Valmet emploie environ 6 600 personnes en Finlande et plus de 19 000 dans le monde. Le 18 septembre, l'action de Valmet était en recul de 2,4 % sur un mois.

Islande

Le déficit budgétaire de l'Etat islandais se creuse au deuxième trimestre 2024 du fait des mesures prises suite aux récentes éruptions volcaniques.

Selon les chiffres publiés par l'Institut islandais des statistiques *Statistics Iceland*, le budget général de l'Etat au T2 2024 serait significativement plus déficitaire qu'il ne l'était sur la même période lors de l'exercice budgétaire 2023 : le déficit public au T2 2023 représentait 3.3% du PIB trimestriel, pour 7.4% en 2024. Cette aggravation est d'autant importante qu'elle s'accompagne d'une augmentation de 5% des recettes publiques sur la période. Les dépenses engagées par le Gouvernement comprennent le financement d'infrastructures visant à protéger la municipalité de Grindavík des coulées de lave, les coûts d'assurance du risque de catastrophe naturelle et l'acquisition de propriétés à Grindavík.

Le réseau électrique islandais sous pression.

Dans un rapport publié le 18 septembre, Landsnet, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité sonne l'alarme quant à la capacité des infrastructures à répondre à la demande nationale en électricité. Les centrales hydrauliques ne sont pas en capacité de faire face à la demande nationale en électricité pour les cinq prochaines années. La construction de nouvelles unités de production d'électricité et la diversification de l'approvisionnement énergétique du pays sont donc nécessaires. Landsnet estime peu probable que la construction des nouvelles centrales au cours des cinq prochaines années suffise à faire face à la demande.

Augmentation générale des prix de l'immobilier en Islande.

Les prix de l'immobilier ont augmenté de 10.8% en moyenne cette année annonce HMS, l'Agence chargée des infrastructures et du logement. Ramené en termes réels, le prix des biens immobiliers enregistre une hausse

annuelle de 4.5%. Les maisons individuelles dans la région de la capitale sont particulièrement touchées par cette hausse des prix (+ 8% en valeur réelle) mais toutes catégories de biens confondues, l'augmentation moyenne des coûts de l'immobilier est similaire sur tout le pays.

Vente d'alcool en ligne par certaines enseignes de grande distribution.

En application de la législation islandaise sur la vente d'alcool, il n'est pas possible pour les enseignes de commercialiser des boissons d'un degré alcoolique supérieur à 2,25%. L'accord sur l'Espace économique européen dispose toutefois que ces restrictions ne s'appliquent pas aux plateformes de vente en ligne basées à l'étranger. Prenant appui sur cette disposition, la chaîne de supermarchés islandaise Hagkaup propose depuis le 12 septembre un service d'achat en ligne d'alcool en retrait en magasin ou livraison. Face au succès de ce service et à l'apparente absence d'évolution de la réglementation, son concurrent Nettó envisage de proposer un service similaire.

Multiplication des critiques envers les engagements islandais pour le climat.

Présenté en juin dernier par le Gouvernement islandais, le nouveau plan d'action pour le climat fait l'objet de critiques allant jusqu'à la remise en cause des engagements que s'est fixés le pays en matière climatique. D'abord critiqué pour son caractère imprécis et non contraignant par les défenseurs de l'environnement, le plan fait aujourd'hui l'objet de critiques quant à ses potentiels impacts économiques. La Chambre de Commerce islandaise estime que deux tiers des mesures prévues par le plan auraient un effet négatif sur l'économie et que seules 13 des 150 mesures annoncées pourraient se révéler économiquement positives pour le pays. Plus tôt dans le mois, une résolution du Parti de l'Indépendance appelait déjà à « réviser les engagements du pays ».

Norvège

Excédent commercial d'1 Md€ en août. La balance commerciale norvégienne a affiché un excédent de 1,0 Md€ en août 2024 (+2,4% sur un an). Le Bureau central des statistiques (SSB) explique cette augmentation par la hausse des cours du gaz, dont les exportations en valeur ont progressé de 25% sur les douze derniers mois.

Les salaires réels en hausse. Selon le FMI, la hausse des salaires nominaux sera de 5,2% en 2024. Avec une inflation à 3,8%, elle permettra d'assurer une hausse du salaire réel moyen, qui devrait selon le SSB connaître une hausse de 1,9% en 2024 et 1,5% en 2025. Cela constituerait la plus forte croissance des salaires depuis dix ans.

La baisse des taux directeurs repoussée en mars 2025. Selon le SSB, Norges Bank prévoit de maintenir ses taux directeurs à 4,5 % jusqu'en mars 2025, contrairement aux prévisions précédentes qui anticipaient une réduction dès décembre 2024. Ce report serait dû à la dépréciation de la couronne norvégienne, dont l'impact sur la hausse du prix des biens importés contribuerait à maintenir l'inflation au-dessus de l'objectif de 2 % fixé par la banque centrale.

Signature de l'accord sur les fonds structurels de l'EEE. Le 12 septembre, la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein ont signé l'accord européen relatif au mécanisme financier de l'Espace Economique Européen (EEE), auquel ils participent, en contrepartie de leur appartenance à l'EEE, afin de contribuer à réduire les disparités sociales et économiques au sein de l'UE. Cette signature finalise des négociations débutées en 2022, et qui se sont achevées le 25 juin 2024, date de l'adoption du texte par le Conseil de l'UE. De 2021 à 2028, la contribution norvégienne totale s'élèvera à environ 2,0 Mds€ (250 M€ par an), soit 97% du total du mécanisme financier de l'EEE. La Norvège contribue par ailleurs également au Mécanisme Financier Norvégien (*Norway Grants*), lequel s'élève sur la même période à 1,4 Md€ (182 M€ par an).

Visite du Premier ministre norvégien en Chine. Pour célébrer les 70 ans de relations diplomatiques, le Premier ministre norvégien Jonas Gahr Støre a effectué du 9 au 11 septembre une visite en Chine, où il a rencontré le Président Xi Jinping et le Premier ministre Li Qiang, accompagné d'une délégation d'entreprises norvégiennes. M. Støre a souligné l'importance du marché chinois pour les exportations de produits de la pêche, avec 160 000 tonnes exportées en 2023, dont 60 % de saumon. Les discussions ont porté sur les relations commerciales, l'industrie maritime et le climat. Pékin a également annoncé la suppression du visa pour les séjours de moins de 15 jours pour les Norvégiens, facilitant ainsi les voyages d'affaires et le tourisme. Les banques centrales norvégienne et chinoise ont signé un accord de partenariat sur la stabilité financière.

4e paquet énergie : l'Association des communes et des régions est favorable à son adoption. L'Association norvégienne des communes et des régions estime que ces directives européennes pourraient renforcer le droit de regard des collectivités territoriales sur les questions énergétiques. A l'inverse, le Parti du centre, bien implanté en zone rurale, membre de la coalition gouvernementale, y est défavorable car il lisserait les prix de l'électricité sur le marché européen aux dépens de la Norvège et retirerait aux collectivités locales leur droit de véto sur les infrastructures énergétiques.

Inquiétudes d'EDF sur le financement norvégien de l'éolien maritime. Le gouvernement norvégien a revu à la baisse sa base de calcul pour les subventions publiques à l'éolien maritime (124 øre/kWh au lieu de 134 øre/kWh, 1 øre = 0.000348€). EDF Renouvelables et son partenaire norvégien Deep Wind Offshore s'en inquiètent, rappelant aux pouvoirs publics norvégiens que les investissements dans ce secteur sont extrêmement élevés et nécessitent un appui solide de l'Etat pour rester rentables. Le gouvernement norvégien doit relancer d'ici la fin de l'année la procédure d'appel d'offre pour le projet d'éoliennes flottantes d'Utsira Nord.

Nouveaux projets d'infrastructures énergétiques au Finnmark.

La direction des ressources hydrauliques et de l'énergie (NVE) a lancé une consultation publique sur le projet de construction de 11 centrales éoliennes et quatre lignes électriques dans le Finnmark. Les programmes d'étude pour chaque projet devraient être finalisés d'ici la fin du premier semestre 2025.

Le Parti du centre favorable au nucléaire civil dans le Finnmark.

Tor-Erik Labahå, maire centriste de Vardø, et Heidi Holmgren, présidente de la section régionale du Parti du centre dans le Finnmark, se disent favorables à l'installation d'un *Small Modular Reactor* (SMR) dans la région. Une telle infrastructure contribuerait à l'économie locale, à la sécurité énergétique nationale et à la réalisation de la neutralité carbone en 2050. Ces collectivités ne sont pas les premières à exprimer un intérêt pour le nucléaire civil. D'autres, telles que Lund, Halden, Aure, Heim, Halden, Oygarden ou encore Skien ont déjà publiquement indiqué porter un intérêt grandissant à la question.

Transition verte des croisiéristes et des ferrys.

En août, le gouvernement avait accepté de reporter à 2032 l'obligation pour les navires de croisière d'atteindre le zéro-émission pour naviguer dans les fjords norvégiens classés au patrimoine mondial de l'UNESCO. Le 9 septembre, la ministre du commerce et de l'industrie Cecilie Myrseth a présenté un dispositif de prêts garantis pour accompagner les professionnels du secteur dans cette transition. Ce fonds est doté de 430 M€ et pourra aussi bénéficier aux compagnies de ferrys dans d'autres fjords.

Révision du protocole sur la pêche entre l'UE et la Norvège pour la période 2021-2028.

L'Ambassadeur de Norvège auprès de l'UE, Anders Eide, a signé le lundi 16 septembre une révision du protocole sur la pêche avec l'UE. Ce nouvel accord ouvrira après sa ratification par le *Storting*, 12 quotas d'exportation vers l'UE en franchise de droits pour les produits de la mer norvégiens. « *L'UE est de loin le marché le plus important pour les produits de la mer norvégiens* », a rappelé

Marianne Sivertsen Næs, ministre de la pêche. Les volumes de quotas de la période écoulée depuis mai 2021 seront répartis sur la période restante de l'accord, lequel s'appliquera jusqu'en mai 2028.

Inquiétudes face au quota de pêche du cabillaud en 2025.

L'Association norvégienne des pêcheurs (Norges Fiskarlag) alerte sur la situation d'une grande partie de la flotte de pêche norvégienne en raison du quota de cabillaud pour 2025, qui devrait atteindre son niveau le plus bas depuis 30 ans. « *La réduction totale du quota sera probablement de 25 à 30 %* » estime l'association. Cela aura des conséquences sur l'emploi et les prix. Ces quotas, décidés en coopération avec l'UE et le Royaume-Uni, avec lesquels la Norvège partage des frontières maritimes, ont été abaissés pour permettre la régénération des stocks halieutiques et éviter la surpêche. Par ailleurs, le ministère de la pêche a indiqué qu'un examen des stocks et quotas de pêche du capelan sera également lancé d'ici la fin de l'année.

Levée des restrictions sur les exportations d'armes vers la Turquie.

Le gouvernement norvégien a annoncé le 11 septembre la levée des restrictions sur les exportations de matériel de défense vers la Turquie. Ces restrictions étaient imposées depuis 2019 en réponse aux opérations militaires turques en Syrie. Les entreprises norvégiennes peuvent de nouveau demander des licences d'exportation qui seront examinées individuellement par le ministère des affaires étrangères.

Suède

Le gouvernement présente son projet de loi de finances pour 2025.

La ministre suédoise des finances, Elisabeth Svantesson (M), a soumis le 19 septembre le projet de loi de finances 2025 au Parlement. Fondé sur un accord entre le Gouvernement et les Démocrates de Suède (extrême-droite), il présente un ensemble de réformes représentant 60,6 Mds SEK (5,3 Mds €) – hors soutien à l'Ukraine (23,3 Mds SEK soit 2 Md€) – soit environ 1% du PIB. Les priorités budgétaires ciblent le pouvoir d'achat et la relance de la croissance à travers une série de mesures fiscales qui représentent 45% des nouvelles dépenses inscrites dans le PLF. Celles-ci visent notamment les pensions de retraites, les carburants et l'épargne des ménages.

Le budget de la défense représentera 2,4% du PIB dès 2025.

La Suède, membre de l'OTAN depuis le 7 mars 2024, continue d'augmenter les moyens de sa défense. Le PLF 2025 prévoit de porter le budget consacré à la défense de 125 à 138 Mds de SEK (12 Mds€) en 2025, soit 2,4 % du PIB, selon la méthode de calcul de l'OTAN, et atteindrait 2,6% en 2028.

Le rapport annuel sur les entreprises publiques fait état d'une performance en légère baisse en 2023.

La valeur du portefeuille s'élève à 820 Mds SEK en 2023, en légère baisse par rapport à 2022 (-3,7%). Ce portefeuille comprenant 44 entreprises, principalement dans les secteurs industriels et énergétiques, a rapporté 23 Mds SEK de dividendes à l'Etat. Ils proviennent majoritairement de la performance de LKAB (exploitation minière), Vattenfall (électricité), Telia (télécommunications), Akademska Hus (immobilier) et Svenska Spel (jeux et paris en ligne). Le gouvernement fixe la rentabilité et la création de valeur comme priorités dans une approche de long terme et se félicite de la parité dans les conseils d'administration et la direction des entreprises publiques.

Le syndicat des employeurs Svenskt Näringsliv défavorable à un passage au vote à la majorité qualifiée sur les questions de taxe au sein de l'Union européenne.

A la suite de la publication du rapport Draghi sur la compétitivité européenne le 9 septembre, le syndicat patronal a réaffirmé l'importance de la souveraineté nationale sur les sujets liés aux taxes. « Dans la poursuite de la discussion des propositions du rapport Draghi, il est d'une importance capitale que la Suède et d'autres pays partageant les mêmes idées s'efforcent de maintenir la souveraineté nationale en matière fiscale. Le passage au vote à la majorité qualifiée signifierait que l'influence et le pouvoir de décision sur les questions fiscales importantes seraient transférés aux grands pays de l'UE, au détriment de la Suède et d'autres petites économies ouvertes », a déclaré un représentant du Medef suédois sur le site internet du syndicat.

Le géant des batteries Northvolt en grande difficulté.

Northvolt se fixe l'objectif de lever 7,5 Mds SEK (0,7 Md €) d'ici fin septembre afin de surmonter ses nombreux problèmes financiers. Les besoins de financement évalués en début 2024 par la société s'élèvent à 15 Md SEK. Les retards s'accumulent et les quantités de batteries promises ne sont pas atteintes. Les projets de *giga-factories* au Canada, en Allemagne et dans le Sud de la Suède sont également retardés. Le gouvernement suédois exclut pour l'instant toute aide supplémentaire de l'Etat et appelle les actionnaires majoritaires, - notamment Volkswagen (22,7%) et Goldman Sachs (20,8%) - à prendre leurs responsabilités.

La proportion de femmes dans les conseils d'administration des entreprises suédoises reste stable à 37 % en 2023.

Selon la fondation Albright, c'est dans les grandes entreprises suédoises que la présence des femmes dans les conseils d'administration

est la plus forte (40 %), contre 37 % dans les entreprises de taille moyenne et 30% dans les petites entreprises. Pour ce qui est des équipes de direction des entreprises cotées, les femmes représentent désormais 30% des dirigeants. Enfin, près de sept directeurs du développement durable sur dix dans les équipes de direction sont des femmes.

Hausse des demandes d'exemptions au régime de sanctions des entreprises suédoises en Russie.

L'Office national du commerce de Suède (Sw. Kommerskollegium/KK) a confirmé que les demandes d'exemption aux mesures restrictives imposées contre la Russie déposées par des entreprises suédoises ont augmenté (65 demandes à fin juillet 2024 contre 56 sur l'année 2023). Cette hausse s'expliquerait par le renforcement du régime de sanctions. L'octroi éventuel de ces autorisations est conditionné au respect des procédures et à la présentation de la structure de propriété en Russie.

Plus de la moitié des rachats d'entreprises suédoises par des entités chinoises s'effectuent dans des secteurs stratégiques et de technologies de pointe.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur l'examen des investissements directs étrangers (IDE) en 2023 (*FDI Act*), la Suède évalue les risques potentiels liés à des investissements étrangers sur son territoire. L'Agence de Recherche en matière de Défense conclut dans une étude que plus de la moitié des rachats de compagnies suédoises par des entités chinoises se produisent dans le secteur des technologies de pointe.

La compagnie aérienne BRA cessera de voler depuis Bromma, ce qui pourrait sonner la fin des vols pour l'aéroport.

En devenant un sous-traitant de SAS, BRA opérera depuis Arlanda, alors que la compagnie aérienne représentait jusqu'à 90% du trafic à Bromma. Ce départ questionne l'existence même de l'aéroport ouvert en 1936. Le gouvernement de la ville souhaiterait construire de nouveaux logements sur ce terrain en réponse à la crise du logement stockholmoise, ce qui déplaît aux Modérés, lesquels considèrent que l'aéroport est un atout économique important localement. Le P-DG de SAS défend de son côté le fait qu'un seul aéroport à Stockholm est suffisant et a confirmé souhaiter la consolidation du trafic aérien sur le site d'Arlanda.

Volvo risque de retarder la construction de l'usine de batteries de Mariestad en raison du ralentissement de la demande en véhicules électriques.

Le plan initial prévoyait le début de la construction en 2024 pour une mise en production en 2028. Après un premier report annoncé à 2025, un deuxième pourrait suivre.

Lhyfe, OX2 et Velarion conçoivent un projet de pôle industriel européen fonctionnant à l'hydrogène vert.

Lhyfe, leader de la production d'hydrogène vert, OX2, promoteur d'énergie éolienne terrestre, et Velarion, entreprise innovante de fertilisants verts, lancent la conception d'un site de production associant l'énergie éolienne à la production d'hydrogène vert afin de fabriquer des produits neutres en carbone. Velarion construira ainsi l'une des premières usines d'engrais neutre en carbone.

EQT est en négociation pour racheter les infrastructures terrestres d'Eutelsat.

Le géant suédois du capital-investissement souhaite acquérir les bâtiments, terrains, antennes et réseaux de connectivité de l'opérateur français. La transaction inclurait la création d'une nouvelle société, avec EQT détenant 80% et Eutelsat 20%, pour une valorisation estimée à 790 M€.

Nouveau CEO chez Electrolux et acquisition d'Adventys.

Yannick Fierling est le nouveau CEO d'Electrolux. Français et ancien directeur Europe d'Haier (conglomérat chinois de l'électroménager), il doit prendre ses fonctions à Stockholm à l'automne. En outre, Electrolux Professional a racheté pour 22 M€ Adventys, l'expert français des appareils de cuisson à induction. Electrolux contrôle déjà la marque française Arthur Martin.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

| | 2021 (moyenne annuelle) | 2022 (moyenne annuelle) | 2023 (moyenne annuelle) | T1 2024 | T2 2024 |
|----------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|---------|---------|
| Suède | 6,1 | 2,8 | -0,2 | 0,8 | -0,3 |
| Danemark | 6,8 | 2,7 | 1,9 | -1 | 0,6 |
| Finlande | 2,8 | 1,3 | -1 | 0,3 | 0,3 |
| Norvège ¹ | 3,9 | 3,0 | 0,5 | 0,3 | 1,4 |
| dont PIB continental | 4,5 | 3,8 | 0,7 | 0,2 | 0,1 |
| Islande | 5,1 | 8,9 | 4,1 | -1 | 1,7 |

Sources : [OCDE](#), SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

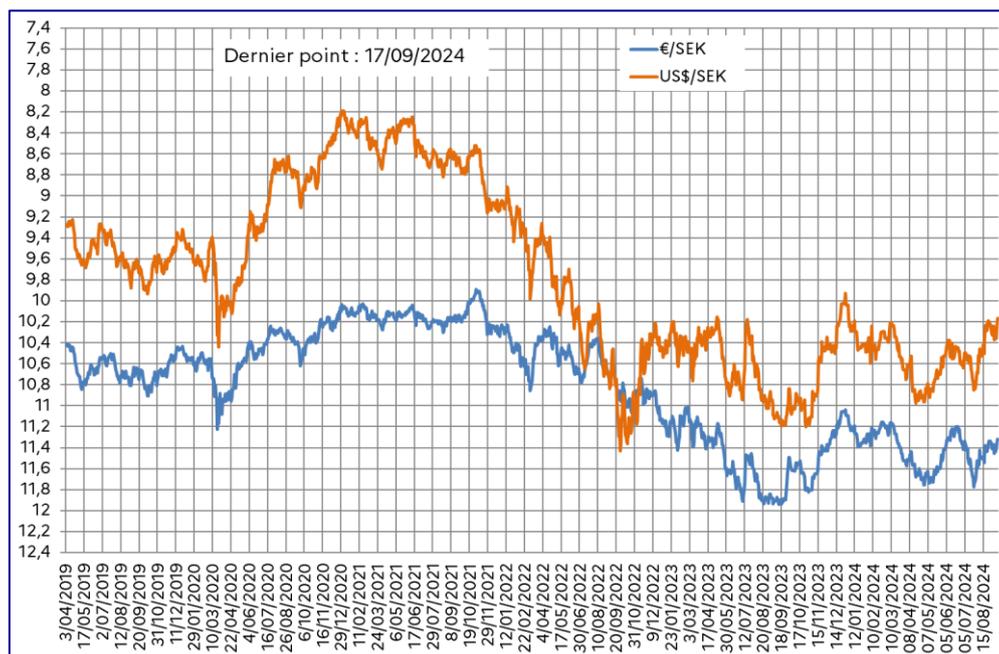
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

| | 2021 (moyenne annuelle) | 2022 (moyenne annuelle) | 2023 (moyenne annuelle) | T1 2024 | T2 2024 |
|----------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|---------|---------|
| Suède | 2,2 | 8,4 | 8,6 | 4,7 | 3,4 |
| Danemark | 1,9 | 7,7 | 3,3 | 0,9 | 1,6 |
| Finlande | 2,2 | 7,1 | 6,2 | 0,8 | 0,5 |
| Norvège | 3,5 | 5,8 | 5,5 | 4,2 | 3 |
| Islande | 4,4 | 8,3 | 8,8 | 7 | 5,7 |

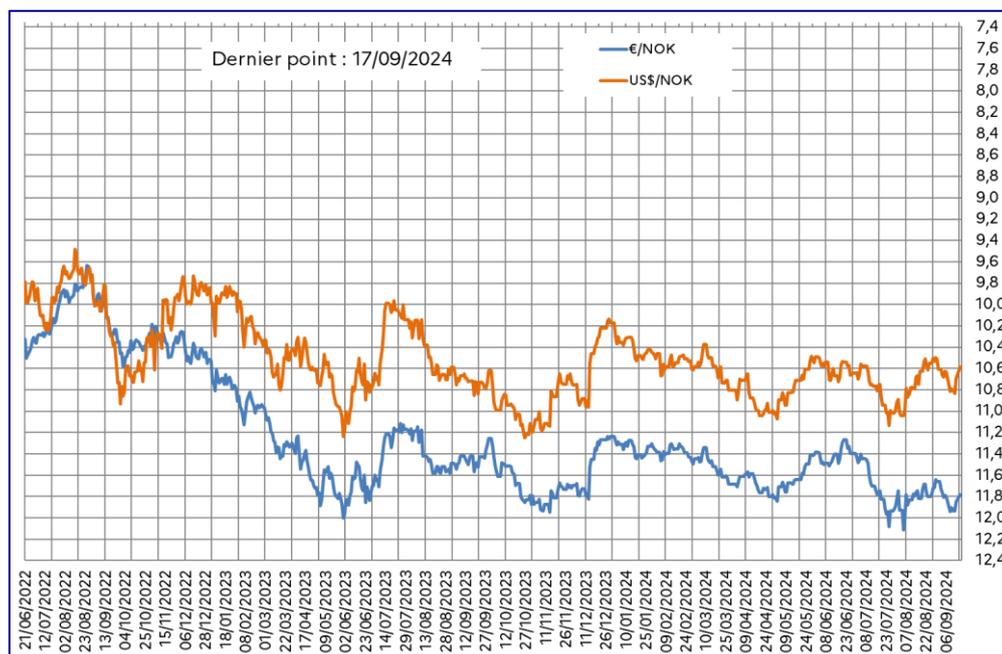
Sources : SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, A. Moulin), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, P. Reyl, A. Faure) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr